



# Etats généraux de l'alimentation

Agriculture et prix des produits alimentaires : oui à une meilleure répartition de la valeur... **mais pas au détriment du consommateur.**

Alors que les ateliers des États généraux de l'alimentation ont démarré leurs travaux à la fin du mois d'août, il est attendu que ceux consacrés à la répartition de la valeur des produits alimentaires dégagent des solutions pour revaloriser les revenus des agriculteurs, dont **1 sur 4** vit actuellement sous le seuil de pauvreté.

Avant le début des travaux, l'**AFOC** mettait en garde contre un écueil possible des discussions sur ce sujet, à savoir que les représentants des agriculteurs, des industries agroalimentaires et des distributeurs s'accordent sur une meilleure répartition de la valeur par une hausse des prix pour le consommateur !

Alors qu'une augmentation du seuil de revente à perte est envisagée, l'**AFOC** tient à ce que **les consommateurs ne payent pas en bout de chaîne** la poursuite d'un modèle qui maintient (ou augmente !) les marges des plus grands acteurs de la transformation et de la distribution et qui dans le même temps, tire vers le bas les revenus des agriculteurs prisonniers d'un système agricole productiviste soumis à la concurrence mondiale.

Pour l'**AFOC**, si tous les agriculteurs et éleveurs de France doivent pouvoir vivre dignement de leur travail, l'affichage de cet objectif légitime ne doit pas aboutir à une augmentation générale des prix, et notamment des produits alimentaires, qui pèserait encore plus lourd dans le budget des foyers les plus modestes.